

Rappel : «Dehors c'est dehors !» : cinq menaces de dirigeants qui ont échoué contre le Brexit

écrit par Laveritetriomphera | 25 juin 2016



«Dehors c'est dehors !» : cinq menaces de dirigeants qui ont échoué contre le Brexit

24 juin 2016, 15:24



© John Thys

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker

AddThis Sharing Buttons

A l'intérieur comme à l'extérieur du Royaume-Uni, qui a finalement dit «bye bye» à Bruxelles, la campagne aura été rude. Et plusieurs hommes politiques n'ont pas hésité à sortir les griffes pour défendre le camp du maintien dans l'UE.

Jean-Claude Juncker tape du poing sur la table

Mercredi 22 juin, soit la veille du scrutin historique, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a haussé le ton alors que les sondages affichaient un très faible écart entre maintien et retrait de l'Union européenne.

«Les hommes politiques britanniques et les électeurs britanniques doivent savoir

qu'il n'y aura en aucune sorte de nouvelle négociation» entre Bruxelles et Londres, a-t-il déclaré, avant de mettre en garde : «Dehors, c'est dehors !»

[Voir l'image sur Twitter](#)



En février, il avait déjà adopté une position similaire : «Nous n'avons pas de plan B, nous avons un plan A. La Grande-Bretagne restera dans l'Union européenne et sera un membre constructif et actif de l'Union.»

La fin de la «civilisation occidentale», pour Donald Tusk

A dix jours du vote, le président du Conseil européen Donald Tusk s'est lui aussi montré très pessimiste à l'égard du Brexit.

[Voir l'image sur Twitter](#)



■

«Ce serait économiquement mais aussi du point de vue géopolitique un revers pour la Grande-Bretagne. Pourquoi est-ce si dangereux ? [...] En tant qu'historien, je crains qu'un Brexit puisse marquer non seulement le début de la destruction de l'UE mais aussi de la civilisation occidentale», a-t-il assuré.

[Lire aussi : Terreur à Bruxelles : pour Tusk, un Brexit serait la fin de la civilisation occidentale](#)

François Hollande menace de restreindre l'accès au marché unique

Lire aussi



[Brexit, migrants et gros sous au menu de la rencontre tendue entre Hollande et Cameron à Amiens](#)

Le président français a quant à lui averti, à la veille du référendum, des «conséquences extrêmement graves» qui pourraient découler du vote des citoyens britanniques, si ceux-ci choisissaient l'option «Leave». En particulier, le Brexit, qu'il juge «irréversible», constituerait selon François Hollande un «risque très sérieux» d'être privé d'accès au marché unique européen.

«C'est plus que l'avenir du Royaume-Uni dans l'Union européenne qui se joue là, c'est l'avenir de l'Union européenne [...] Chacun doit bien en prendre la mesure car la position de la France au lendemain de ce scrutin, si c'était la sortie de l'Union qui était choisie, serait d'en tirer toutes les conclusions», a-t-il prévenu.

L'Oncle Sam s'en mêle

Alors qu'il était en visite à Londres, courant avril, le président des Etats-Unis Barack Obama a également tenté de dissuader les Britanniques de quitter le marché commun en utilisant un argument économique.

Il a ainsi assuré que si le scénario du Brexit se réalisait, les Américains privilégieraient l'Union européenne, pour mener des négociations commerciales pendant que le Royaume-Uni se retrouverait «en bout de file» pour négocier avec Washington.

Auteur: RT France

Emmanuel Macron joue la carte des migrants

En mars, le ministre français de l'Economie avait pour sa part évoqué la crise

migratoire, dans un entretien accordé au quotidien de la City, le *Financial Times*. Il avait notamment mis en garde contre le fait qu'à Calais, la France pourrait cesser de retenir les migrants qui tentent de se rendre illégalement en Grande-Bretagne.

Il avait ensuite embrayé sur le volet bancaire, assurant que si un tel scénario se produisait, les banquiers quitteraient en masse la capitale britannique de la Finance, la City, afin de rejoindre Paris.

<https://francais.rt.com/international/22697-brexit-cinq-menaces-dirigeantS>